



Quelle croissance à court terme ?

De nombreuses études parues ces derniers jours donnent des prévisions de croissance assez contrastées pour la fin de l'année. Ainsi l'Enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France publiée lundi 9 décembre mise sur une reprise de la croissance pour le quatrième trimestre 2013 de 0,5 % (contre 0,4 % prévu précédemment) en se basant notamment sur une nette hausse de la production et des livraisons dans l'industrie. Par ailleurs, l'enquête mensuelle de la Banque de France fait apparaître une hausse de 1 point de l'indice du climat des affaires et de l'industrie, par rapport à octobre, à 101 points. Au final : « Selon l'indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA), le produit intérieur brut progresserait de 0,5 % au quatrième trimestre 2013 ». Dans le même temps l'OCDE, qui a publié lundi 9 décembre ses Indicateurs Composites Avancés (ICA), note que « dans la zone euro dans son ensemble, comme en France et en Italie, les ICA continuent d'indiquer une inflexion positive de la croissance ». Ces deux études positives contrastent avec les résultats de la récente enquête de conjoncture du cabinet Markit du 4 décembre qui livre une évaluation négative et des prévisions à la baisse pour la fin d'année. L'enquête de conjoncture se base sur deux indices : l'indice final Markit de l'activité de services en France et l'indice final Markit de l'activité Globale en France qui se replient tous les deux à 48.0 au plus bas depuis 5 mois, ce qui, pour le cabinet, fait craindre « une nouvelle baisse du PIB au quatrième trimestre, baisse qui ferait de nouveau basculer l'économie française en récession. »

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 décembre, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire et continuera ainsi de soutenir la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs a confirmé ses indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation demeure fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en octobre 2013, en légère baisse par rapport à septembre (12,2 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9 %, stable par rapport au chiffre relevé en septembre. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à octobre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,7 % et 10,7 %. En octobre 2013, 26,654 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,298 millions en zone euro. Par rapport à septembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 61 000 en zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (5,9 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,3 %) et en Espagne (26,7 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer a été publiée au JORF http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=F2020EE0EA839DDCEFBDB9F3E6053014.tpdjo16v_1?cidTexte=JORFTEXT000028199705&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=

Divers

Publications Banque de France

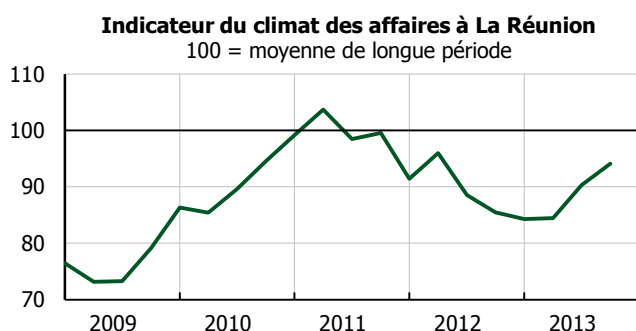
Focus numéro 10 du 5 décembre : Les dangers liés au développement des monnaies virtuelles : l'exemple du bitcoin.

Nomination

Nomination de Marie-Anne Barbat-Layani au poste de directrice générale de la Fédération Bancaire Française (FBF) à compter du 2 janvier 2014, en remplacement d'Ariane Obolensky.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

La confiance des entrepreneurs revient progressivement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse à nouveau au troisième trimestre 2013 (+ 3,8 points). L'indicateur reste néanmoins en deçà de sa moyenne de longue période. L'amélioration de l'ICA s'explique d'abord par les anticipations positives des entrepreneurs sur le trimestre à venir (+ 2,6 points). Leur jugement sur le trimestre passé contribue également à la progression de l'indicateur (+ 1,2 point), notamment sur les prix et les délais de paiement.

Le regain de confiance des entrepreneurs ne se traduit cependant pas encore de façon concrète dans l'évolution des principaux indicateurs économiques.

Le manque de visibilité des professionnels continue en effet de peser sur l'investissement. La consommation des ménages est pour sa part légèrement mieux orientée, dans un contexte de stabilisation des prix. Le marché du travail reste très fragile avec une nouvelle progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits.

L'ensemble des secteurs d'activité couvert par l'enquête de conjoncture de l'IEDOM enregistrent une baisse de leur activité, à l'exception du secteur primaire dont le courant d'affaires s'inscrit en hausse. Même si l'activité reste faible, l'opinion des entrepreneurs sur les autres indicateurs est mieux orientée et les perspectives sur le trimestre à venir sont généralement plus favorables.

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	130,2	+ 0,7 %	+ 1,1 %
	IPC France entière	127,2	- 0,0 %	+ 0,7 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	26 356	+ 16,0 %	- 15,3 %
	Cumul (milliers d'euros)	232 258	-	- 3,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	374,7	+ 23,1 %	- 17,7 %
	Cumul (millions d'euros)	3 618,4	-	- 6,4 %
	Exportations (millions d'euros)	24,6	+ 42,7 %	+ 31,3 %
	Cumul (millions d'euros)	238,2	-	- 2,5 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	135 160	+ 0,1 %	+ 4,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	195 590	+ 37,7 %	+ 3,2 %
	Cumul	1 686 597	-	- 2,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	59 400	- 12,3 %	- 0,8 %
	Cumul	574 500	-	- 2,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	19 724	-	- 11,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	266,1	-	- 7,4 %
	Effectifs salariés du BTP	15 659	+ 0,5 %	- 8,0 %

Le commerce concentre le quart de la valeur ajoutée du secteur privé en 2010

Valeur ajoutée créée par le secteur privé à La Réunion et en France en 2010



Champ : entreprises principalement marchandes sauf agriculture, banques et assurances
Source : Insee, Esane 2010, Indicateurs composites

Selon l'Insee, la valeur ajoutée (VA) des entreprises marchandes s'élève à 6 milliards d'euros en 2010 à La Réunion. Le secteur du commerce dégage à lui seul un quart de la VA produite. La part de l'industrie (hors agroalimentaire) est inférieure à celle observée en France entière, alors que la part de la construction y pèse trois points de plus.

Les entreprises réunionnaises ont investi 1,66 milliard d'euros en 2010. De par la nature même de son activité, l'activité immobilière est le premier investisseur du secteur privé, devant l'industrie qui est le premier contributeur en France. Les entreprises de location et location bail portent également de nombreux investissements dans le cadre de dispositifs de défiscalisation propres à l'Outre-mer.

La VA créée à La Réunion, en moyenne, permet pour les deux tiers de financer les frais de personnel, et un tiers l'excédent brut d'exploitation, qui correspond au taux de marge. Ce dernier varie fortement selon l'intensité capitalistique des secteurs et s'échelonne entre 14 % dans les transports et entreposage et 65 % dans les activités immobilières.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Hausse de l'emploi salarié marchand au 2^e trimestre 2013

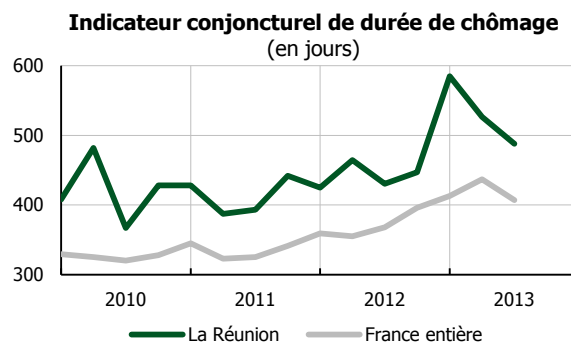
L'emploi salarié marchand à La Réunion se redresse au deuxième trimestre 2013, avec une hausse de 1,5 % par rapport au premier trimestre 2013. Il compense ainsi le repli du trimestre précédent (- 1,4 %). Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié marchand est stable (- 0,2 %).

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 2^e trimestre 2013

Au deuxième trimestre 2013, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage¹ baisse de 7,3 % sur le trimestre (- 7,1 % en France entière).

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à La Réunion ont ainsi une probabilité de rester 488 jours sans emploi, soit 16 mois contre 13,3 mois au niveau national. La Réunion est la deuxième région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi, derrière la région Picardie (505 jours).



Source : Pôle emploi

Une majorité de femmes, de jeunes et de cadres "surfont" sur internet

Médiamétrie a réalisé une étude sur les usages d'internet à La Réunion (enquête réalisée entre le 23 septembre et le 05 octobre 2013). Il en ressort que 61,4 % de la population réunionnaise de 13 ans et plus s'est connectée à internet au cours du dernier mois. La population internaute observée est un peu plus féminine que l'ensemble de la population réunionnaise et également plus jeune. La moitié d'entre eux a moins de 35 ans. En outre, la proportion de cadres y est plus forte (29 % contre moins de 20 % dans la population totale).

Les internautes réunionnais se connectent en premier lieu pour effectuer une recherche sur le web. Vient ensuite l'utilisation de messagerie, juste avant la consultation de sites d'actualité. Les réseaux sociaux et sites communautaires se placent en 7^e position des usages d'internet.

Le communiqué de presse est disponible sur le [site internet de Médiamétrie](#).

Publication du mémento agricole et rural 2013

Le service de l'information statistique et économique de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion (DAAF) vient de publier, sous une forme compacte, le mémento agricole et rural 2013. Ce dernier rassemble les principaux chiffres du monde agricole réunionnais et des domaines s'y rapportant, tels que les productions végétales, les productions animales, le milieu humain et professionnel, etc.

La publication est disponible sur le [site de la DAAF de La Réunion](#).

¹ L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

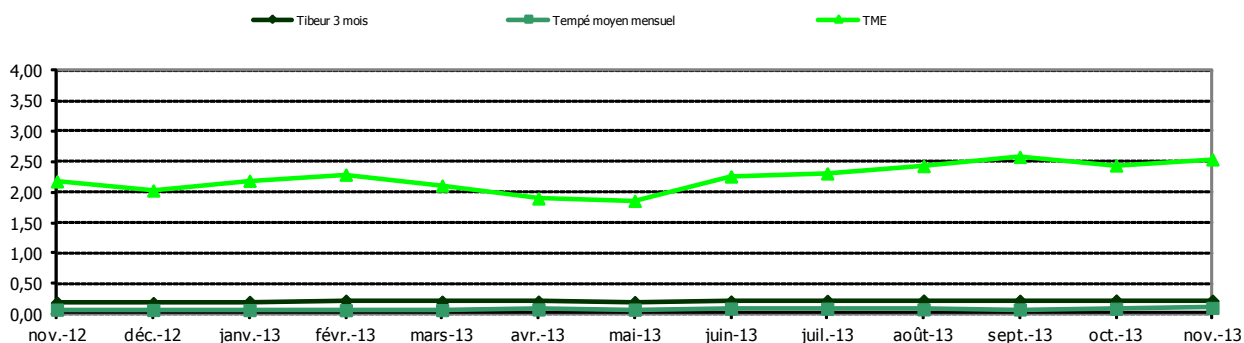
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2013)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0832%	0,0805%	0,0924%	0,1057%	0,1320%	0,2230%	0,3270%	0,5060%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,43%	2,58%	2,44%	2,34%	2,63%	2,78%	2,64%	2,54%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts-relais	5,29%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,17%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,52%	Découverts en compte (1)	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

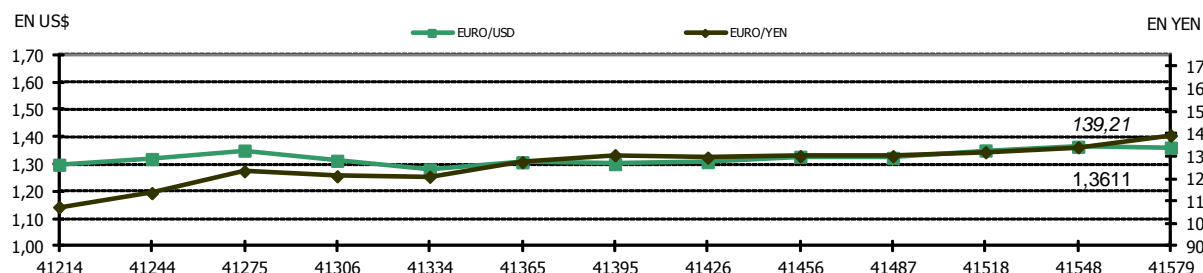
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3611	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,8610	EURO/SRD (Surinam)	4,4852
EURO/JPY (Japon)	139,2100	EURO/BWP (Botswana)	11,7320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4329
EURO/CAD (Canada)	1,4394	EURO/SCR (Seychelles)	16,4310	EURO/DOP (Rép. Dom.)	57,7574
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83270	EURO/MUR (Maurice)	40,7624	EURO/BBD (La Barbade)	2,7183
EURO/SGD (Singapour)	1,7082	EURO/BRL (Brésil)	3,1587	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6893
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5523	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5519	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3064,8856	EURO/XCD (Dominique)	3,6697	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer le 12 décembre 2013 - Dépôt légal : décembre 2013 - ISSN 1240-3857